

**RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**  
**PAR LE**  
**SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL**

Ottawa, Ontario  
Le 15 mars 2012

---

Consoeurs et confrères,

L'année 2012 est partie sur les chapeaux de roue. Lorsque nous jetons un regard sur le dernier trimestre de 2011, nous constatons que nous étions en train de mettre en place les bases des programmes et des campagnes en cours actuellement.

En décembre dernier, vous avez approuvé un budget qui nous permettra d'appuyer les sections locales et les divisions dans le nécessaire travail de promotion et de défense de nos membres et des services qu'ils offrent. Nous avons élaboré ce budget en fonction de certaines hypothèses de base, dont l'attente de revenus supérieurs à ce qui avait été prévu pour 2011. En effet, vous verrez dans les états présentés ici que nous avons terminé 2011 avec des revenus supérieurs au budget de 4,2 millions de dollars, comme escompté.

Il y a un peu plus d'un an, certains membres de notre personnel se sont rendus au Wisconsin pour appuyer l'occupation de l'édifice de la législature de cet État et protester contre des mesures draconiennes visant à retirer aux travailleuses et travailleurs du secteur public leur droit à la libre négociation collective. L'intensification, au cours des 12 derniers mois, des attaques contre les travailleurs et leurs syndicats, en particulier ceux du secteur public, coupe le souffle.

Nous connaissons les visées politiques des Stephen Harper, Brad Wall, David Alward, Christy Clark et Rob Ford de ce monde. Mais nous avons quand même été consternés d'entendre Stephen Harper déclarer à Davos, en Suisse, que les prestations de vieillesse coûtent trop cher au Canada. Au lieu d'assurer la sécurité à la retraite de tous les Canadiens, comme le réclame le Congrès du travail du Canada dans sa campagne, il menace de faire sombrer encore plus de personnes âgées dans la pauvreté ou de les condamner au travail perpétuel.

En Ontario, le rapport Drummond imposera des pressions à beaucoup de nos secteurs quand viendra le budget provincial. Au Nouveau-Brunswick, le gouvernement parle d'éliminer jusqu'à un quart de la fonction publique. Et dans le secteur privé, nos consœurs et confrères sont aux prises avec des employeurs qui n'hésitent pas à fermer leurs portes et à aller s'installer ailleurs.

Parfois, il semble que ces attaques ne s'arrêteront jamais. Mais nos membres ripostent, pensent de manière stratégique et luttent intelligemment. C'est ainsi que nous utiliserons le mieux nos ressources et que nous remporterons le plus de victoires.

Parfois, les gains sont importants. En Saskatchewan, le SCFP a pu, à titre d'intervenant, appuyer la contestation en vertu de la *Charte* de la Loi sur les services essentiels dans les services publics de cette province. La Cour a jugé que la loi était inconstitutionnelle.

Parfois, ces victoires minimisent les dommages qu'un employeur tente d'infliger. Quatre sections locales municipales de Toronto ont joint leurs forces pour éviter la grève au début de l'année. Avec l'appui de la Caisse nationale de grève, les membres ont diffusé une campagne de publicité à la télé et intensifié leur travail auprès des médias pour tenter d'aider le public à comprendre que l'élimination de la sécurité d'emploi nuit aux services publics. Au moment de rédiger le présent rapport, trois sections locales sont encore à la table de négociation. Toutefois, la section locale 416 a réussi à assurer un certain niveau de sécurité pour ses membres, à faire quelques gains salariaux et à éviter un lock-out.

Et, en matière de régimes de retraite, nos membres veulent vraiment voir des bonifications, pas des compressions. Plus de 600 membres se sont inscrits à une conférence spéciale sur les régimes de retraite organisée par le SCFP-Québec. Cette campagne continue de prendre de l'ampleur.

Comme le prévoient les statuts nationaux, nous avons commencé l'année avec l'agréable tâche de rencontrer nos conseillères et conseillers syndicaux d'un bout à l'autre du pays. Dans leurs rapports, nous avons appris que les membres obtiennent encore des règlements acceptables dans de nombreux secteurs, malgré le difficile climat qui règne dans les négociations.

L'un des sujets dont j'ai pu discuter avec les conseillères et conseillers dans le cadre de ces rencontres a été la santé financière de nos sections locales. Cet enjeu prend de l'importance, non seulement parce que nous devons gérer correctement l'argent des cotisations de nos membres, mais aussi parce qu'une autre menace plane sur notre indépendance et notre militantisme comme syndicat. Je représente le SCFP au groupe de travail du CTC formé pour discuter du projet de loi C-377, un projet de loi émanant d'un député. C'est la deuxième fois que le Parlement tente d'obliger les syndicats à rendre compte publiquement de toutes leurs transactions financières.

Le véritable but de ce projet de loi est de nous empêcher d'entreprendre des activités politiques au nom de nos membres. Il s'agit d'une attaque contre notre droit démocratique à agir collectivement pour protéger notre intérêt. Il ne sera pas facile, c'est le moins qu'on puisse dire, d'expliquer au public que ce projet de loi constitue une attaque contre la démocratie. Mais nous ne pouvons pas rester silencieux.

J'ai aussi eu le plaisir, en janvier, de me rendre, avec le confrère Paul, à Washington, D.C., où nous avons rencontré nos syndicats affiliés du secteur public. Nous avons tant d'intérêts en commun, en plus de faire face à des attaques similaires contre nos droits comme travailleuses et travailleurs et comme syndicalistes. Nous devons préserver et entretenir ces relations.

La solidarité a aussi été une préoccupation importante ici au pays. J'ai rendu visite aux lockoutés de Rio Tinto à Alma, au Québec, et je leur ai remis un chèque pour démontrer notre soutien. Cette bataille porte sur des valeurs sociales. L'employeur veut continuer de sous-traiter notre travail. Des amis et voisins sont obligés de travailler côte à côte pour des salaires différents, l'un au service de l'entreprise et l'autre à l'emploi d'un sous-traitant privé. Et, plutôt que d'essayer d'en arriver à un règlement équitable, l'employeur a préféré cadenasser ses portes.

Nous avons aussi accordé un appui financier aux membres des TCA qui ont d'abord été mis en lock-out par Caterpillar, propriétaire d'Electro-Motive à London, en Ontario, et qui ont par la suite perdu leurs emplois lorsque la société a ramassé ses cliques et ses claques et a quitté le pays.

En outre, nous proposons un don aux sections locales 508 et 1229 du Syndicat uni du transport (SUT), qui représentent respectivement les travailleurs du transport métropolitain de Halifax, en Nouvelle-Écosse et les travailleurs de Acadian Coach Lines au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard. Les membres de la section locale 508 sont en grève depuis plus de cinq semaines tandis que ceux de la section locale 1229 sont en lock-out depuis trois mois. La solidarité est la seule façon de riposter à ces tentatives de réduction des droits des travailleurs. Je présenterai des motions relatives à ces contributions pour obtenir l'appui de l'ensemble du Conseil exécutif national.

Les congrès des divisions de 2012 ont commencé. J'aborderai beaucoup de ces sujets aux congrès et je suis impatient d'y rencontrer d'autres leaders et militants du SCFP. Et je serai heureux de rendre compte de la situation financière de notre syndicat national, qui reste solide comme le montre la suite de mon rapport.

Nos résultats financiers préliminaires affichent un surplus dans la Caisse générale, un excédent qui est dû surtout au fait que les revenus ont dépassé les prévisions. Étant donné l'importance de notre feuille de route pour les prestations de retraite futures des employés, nos vérificateurs nous recommandent toujours, chaque fois que nous avons des fonds disponibles, de les consacrer à la provision pour les prestations de retraite futures.

## ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 décembre 2011

### *Caisse générale*

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2011 se situait à 156,1 millions de dollars, comparativement à 138,9 millions de dollars au 30 septembre 2011. Le solde bancaire au 31 décembre 2011 était de 18,2 millions de dollars comparativement à 28,6 millions de dollars au 30 septembre 2011. La diminution au quatrième trimestre est explicable en grande partie par le financement des projets immobiliers et le paiement de salaires rétroactifs. Le solde bancaire inclut 12,4 millions de dollars de liquidités pour le Fonds pour les édifices régionaux, les indemnités de retraite, la capitalisation des futurs avantages sociaux et le congrès de 2011. La valeur de nos placements réservés à la capitalisation des avantages sociaux futurs est considérablement plus élevée qu'en septembre 2011, parce que de l'argent a été transféré des réserves de liquidités dans le compte bancaire de la Caisse générale au compte de placements, et aussi parce qu'il y a eu des fluctuations positives des marchés au cours du trimestre. Ce montant s'élève maintenant à 27,9 millions de dollars.

Les immobilisations ont augmenté de 19,6 millions de dollars au cours de ce quatrième trimestre de 2011. En octobre, nous avons achevé l'acquisition de l'édifice de Markham qui logera notre nouveau bureau régional de l'Ontario, à un coût de 17,6 millions de dollars. Les travaux dans ces nouveaux locaux continuent et les dépenses au cours du trimestre se sont élevées à 2,6 millions de dollars; les dépenses totales du projet (incluant l'achat de l'édifice) s'établissent donc maintenant à 21,6 millions de dollars. Le travail de planification et de conception de l'agrandissement de l'édifice du bureau national avance bien et le coût total du projet jusqu'à maintenant est de 702 000 \$. Nous pensons creuser la première pelletée de terre à la fin du printemps. Les travaux de construction d'un édifice accessible sont commencés pour remplacer notre édifice actuel de Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, avec une date d'achèvement prévue pour la fin du printemps de 2012. Les coûts engagés au cours de ce quatrième trimestre se sont élevés à 113 000 \$.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 102,6 millions de dollars au 31 décembre 2011, ce qui représente une hausse de 14,5 millions de dollars par rapport au 30 septembre 2011. La hausse s'explique en grande partie par une nouvelle hypothèque de 16 millions de dollars signée avec la Citizens Bank pour financer l'achat du nouvel édifice du bureau régional de l'Ontario à Markham.

Nous continuons à faire des progrès dans le respect de nos obligations en matière d'avantages sociaux futurs. Le passif s'établissait à 50,3 millions de dollars au 31 décembre 2011 comparativement à 45,5 millions de dollars au 31 décembre 2010. Le passif réel au 31 décembre 2010 était de 216 millions de dollars. Nous ne saurons pas à combien s'élevait le passif total au 31 décembre 2011 avant l'achèvement de la vérification. Nous espérons que la progression selon notre feuille de route mise à jour dans le processus budgétaire de 2010 nous permettra d'éliminer l'ensemble du passif de notre bilan d'ici 20 ans.

Le solde de la Caisse au 31 décembre 2011 avait atteint 53,5 millions de dollars, en hausse de 2,8 millions de dollars par rapport au 30 septembre 2011. De ce montant, 6,0 millions de dollars représentent des fonds dédiés à un usage spécifique (Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales, et fonds de riposte, de lutte à la privatisation et pour les édifices régionaux) et 37,9 millions de dollars sont investis dans des immobilisations.

Le surplus d'exploitation préliminaire pour 2011, après la provision destinée au Fonds pour les édifices régionaux, est de 6,9 millions de dollars. Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 3,7 millions de dollars. En même temps, les dépenses pour l'exercice ont été inférieures au budget de 2,7 millions de dollars.

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

1. Les dépenses consacrées aux déplacements ont été **inférieures** au budget de 860 000 \$ ou 8,1 %. En 2011, le budget des déplacements a été réduit de 3,9 % car une analyse historique montrait que les dépenses étaient systématiquement inférieures au budget depuis quelques années. Ce poste budgétaire a donc été quelque peu ajusté en 2012.
2. Les dépenses de bureau sont **inférieures** au budget de 382 000 \$. L'analyse montre que la situation est à peu près la même partout au pays.
3. Les dépenses de programmes des finances et de l'administration sont été **inférieures** au budget de 355 000 \$, en grande partie à cause des retards dans la mise en œuvre du nouveau système de paie et du système d'information des ressources humaines (SIRH). Le système est entré en vigueur le 1er janvier 2012 et les dépenses d'amortissement pour le système commenceront donc en 2012.
4. Les dépenses du Comité et du Conseil exécutif national sont **inférieures** au budget de 309 000 \$ ou 91,3 %. La tendance en matière de dépenses pour ce poste budgétaire au cours des cinq dernières années a été une diminution constante et significative. Le budget de 2012 a été ajusté en conséquence pour tenir compte des récentes tendances en matière de dépenses.
5. Les dépenses électorales sont présentement **inférieures** au budget de 12 000 \$, dans les présents états préliminaires. À la réunion du Conseil exécutif national de mars 2011, on a souligné qu'il existe une marge de manœuvre financière et que ce poste budgétaire pourrait en fait dépasser le budget de 300 000 \$ en 2011 pour tenir compte du niveau d'activité électorale inhabituel, tant au fédéral que dans les provinces, cette année. Mais il semble que nous n'aurons pas besoin de tout l'argent additionnel alloué.

6. Le budget de la lutte à la privatisation est **entièrement dépensé** pour l'exercice et nous avons utilisé 105 000 \$ du solde de l'avoir restreint créé au cours des exercices précédents. Il s'agit d'une estimation dans les présents états financiers préliminaires, car nous recevons toujours des factures. Toutefois, il semble que nous aurons dépensé la majeure partie de l'argent versé dans l'avoir restreint de ce poste budgétaire au cours des précédents exercices lorsque les états auront été ajustés pour la vérification.

Il faut souligner que nous recevons et traitons toujours des factures de 2011 au moment de rédiger le présent rapport. Ces données seront incluses dans la version vérifiée définitive des états financiers de 2011 qui seront présentés à la réunion du Conseil exécutif national de juin 2012.

### ***Caisse nationale de défense***

L'actif total s'élevait à 9,0 millions de dollars, comparativement à 8,0 millions de dollars au 30 septembre 2011. Le passif s'établissait à 4,8 millions de dollars, ce qui laissait un solde de 4,1 millions de dollars. Le total des revenus pour 2011 était de 8,7 millions de dollars, par rapport à des dépenses de 7,9 millions de dollars, ce qui donnait un surplus préliminaire pour l'exercice de 829 000 \$.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national en 2011 se sont élevées à 3,4 millions de dollars, ce qui représente 146 % du budget annuel. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement s'élevaient à 2,1 millions de dollars, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégie totalisaient 1,2 million de dollars, le même montant qui a été consacré aux initiatives régionales en matière de stratégie.

### ***Caisse nationale de grève***

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2011 s'élevait à 53,4 millions de dollars, comparativement à 53,0 millions de dollars au 30 septembre 2011. Cet actif était formé de 2,7 millions de dollars en liquidités, de 2,0 millions de dollars en capitation à recevoir et comptes débiteurs et de 48,6 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 259 000 \$, ainsi que des comptes créditeurs de 11 000 \$ à la Caisse de défense et de 40 000 \$ à la Caisse générale. Ainsi, au 31 décembre 2011, le solde de la Caisse s'établissait à 53,0 millions de dollars, comparativement à 52,3 millions de dollars au 30 septembre 2011.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placements, s'établissaient à 13,5 millions de dollars. Les dépenses pour la période étaient de 5,0 millions de dollars. Tout cela a donné lieu à un surplus net pour 2011 de 8,5 millions de dollars.

## **GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS**

Section locale 7498, Université de Sherbrooke – les membres du personnel de soutien et du personnel de la recherche ont obtenu un règlement le 13 décembre 2011, après une grève générale commencée le 26 août. La nouvelle convention collective prévoit une hausse salariale de 14 % sur six ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2015.

Section locale 1287, Société pour la protection des animaux du comité de Lincoln–15 membres ont déclenché la grève le 24 février 2012 pour protester contre les reculs salariaux exigés et l'absence d'avantages sociaux pour les nouveaux employés.

## **RETARDS DE CAPITATION**

En décembre 2011, les retards de capitation s'élevaient à 11,5 millions de dollars, une augmentation de 3,5 millions de dollars, ou de 30 %, par rapport au rapport trimestriel de septembre 2011.

## **RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE**

Nous sommes en train d'évaluer l'état des projets en cours dans le but de présenter un rapport plus complet des activités de la Direction au Conseil de juin.

Nous sommes heureux de souligner que le nouveau logiciel du SIRH, qui gère nos systèmes de la paie et des RH, est entré en fonction le 1<sup>er</sup> janvier, comme prévu. Le travail d'amélioration pour compléter la première phase de ce projet sera effectué au cours des mois qui viennent, mais les principaux éléments du système, pour le traitement des transactions de la paie et des RH, sont en place et fonctionnent correctement. Je tiens à remercier l'équipe de projet pour son excellent travail. Cela n'a pas été une mince tâche.

## **PROPRIÉTÉS ET BAUX**

### ***Propriétés***

La construction est en cours pour la rénovation du 80, promenade Commerce Valley, à Markham, en Ontario, et était achevée à presque 45 % à la fin de 2011. La construction respecte le budget et les échéances et devrait être terminée à la fin de mars. L'occupation est prévue pour le week-end des 21 et 22 avril 2012, ce qui permettra l'installation des meubles et du matériel et le nettoyage de l'édifice.

L'appel d'offres vient tout juste de commencer pour l'édifice de deux étages de 22 500 pieds carrés sur la portion du terrain du bureau national située au 1378, rue Triole. La demande de permis pour l'édifice a été présentée à la Ville et est à l'étude. La construction devrait commencer au printemps, dès que les conditions météo le permettront, et l'occupation est prévue pour janvier 2013.

Le financement de ce projet vient surtout d'une augmentation de 6,8 millions de dollars de notre hypothèque actuelle au siège national. Aussi, une marge de crédit d'exploitation pouvant atteindre 1,8 million de dollars a été obtenue à la Banque Scotia pour assurer un financement additionnel à court terme au besoin pour le projet. Ce financement nous obligera à fournir à la Banque Scotia une première charge sur notre propriété de Fredericton. Une motion sera présentée à cette réunion du Conseil pour ratifier ces deux mécanismes de financement.

La construction du nouvel édifice de 2 880 pieds carrés pour le bureau de Charlottetown est en cours et l'occupation est prévue pour juillet 2012.

La parcelle de terrain appartenant en copropriété au SEH, au SCFP national et aux sections locales 1978 et 374 du SCFP (maintenant divisée pour inclure la section locale 2011) à Victoria a été vendue conditionnellement. L'acheteur avait jusqu'au début de mars pour retirer ses conditions finales relatives à la faisabilité du site pour ses fins et au financement. La date de clôture est le 25 juillet 2012.

### **Baux**

Le bail du bureau de St. John's, à Terre-Neuve, a été renouvelé jusqu'au 30 avril 2013.

Le bail du bureau de Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, a été renouvelé jusqu'au 31 juillet 2013.

Nous continuons à envisager le renouvellement du bail du bureau de New Glasgow, en Nouvelle-Écosse, avec des rénovations mineures nécessaires pour répondre aux besoins d'expansion.

Nous attendons toujours la réponse des propriétaires à nos propositions de renouvellement des baux actuels des bureaux de Lethbridge et Medicine Hat, en Alberta, jusqu'au 31 octobre 2017 et au 30 novembre 2017 respectivement.

À Edmonton, en Alberta, une propriété a été trouvée et nous achevons les négociations sur le projet d'entente de location du propriétaire. Les locaux de 10 000 pieds carrés seront loués pendant 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012. Une équipe de projet a été choisie et des améliorations locatives doivent commencer au début de mars 2012, l'occupation étant prévue pour août 2012. Les lieux seront

aménagés pour répondre aux besoins en espace du SCFP et les améliorations incluront une salle de réunion-bibliothèque, un espace prévu pour un agrandissement et une salle d'activité physique, sans parler des éléments écoénergétiques. Le bail des locaux actuels à Edmonton a été prolongé pour une période de six mois, jusqu'à la fin d'août 2012.

À Kelowna, en Colombie-Britannique, nous attendons la réponse de notre propriétaire actuel en ce qui a trait au renouvellement pour cinq ans des locaux actuels, jusqu'à la fin de septembre 2017, avec rénovations mineures aux frais du propriétaire. Nous examinons aussi les possibilités de déménagement.

## **CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES**

Encore une fois cette année, nous avons signé des contrats avec deux hôtels à Ottawa qui offrent des tarifs préférentiels à nos membres et à nos employés de l'extérieur d'Ottawa qui doivent participer à des réunions. Ce sont l'hôtel National Suite et l'hôtel Delta City.

La conférence sur la santé et la sécurité aura lieu du 12 au 14 octobre, au Centre des congrès d'Ottawa, et nous réserverons bientôt des chambres pour cet événement.

## **FORMATION ET PERFECTIONNEMENT**

Le personnel de la Direction du développement syndical et les membres ont offert les programmes à un rythme accéléré. Les cours sont en train d'être examinés et révisés conformément aux mandats adoptés au congrès national de 2011 et à nos priorités en matière d'intégration de l'égalité à nos programmes.

Les membres du personnel du développement syndical du bureau national et des régions se sont réunis en janvier pour la formation et la planification du travail. Avec l'aide de deux animateurs très compétents en art du leadership participatif et en changement social, ils ont élaboré des plans précis qui les aideront à façonner leur travail.

L'intimidation en milieu de travail – un nouvel atelier de 3 heures, 6 heures et 9 heures est presque terminé. Il a été mis au point en tenant compte de deux publics cibles distincts : les personnes qui doivent les suivre au travail (dont les cadres) et les membres du syndicat seulement.

Équité en matière d'emploi – nous collaborons avec le Service de l'égalité à élaborer et à offrir diverses possibilités de formation sur l'équité en matière d'emploi. Nous

travaillons notamment avec la division de l'Ontario sur sa campagne, en organisant des discussions dans le cadre de conférences sectorielles, de congrès de division et de formation du personnel.

Conférences sur les négociations – en février, une conférence sur les négociations qui a attiré beaucoup de monde en Alberta a cerné les pressions politiques et économiques aux tables de négociation et les délégués ont mis au point quelques stratégies spécifiques pour faire face à ces pressions : plus de communication au sein des secteurs et entre secteurs, coordination des négociations et choix d'enjeux basés sur des critères qui contribuent à assurer la réussite.

Formation des membres-animateurs – deux classes sont prévues en 2012. L'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba formeront leurs recrues en avril à Moosejaw et les autres régions organiseront une classe multirégionale à Ottawa en septembre.

Le perfectionnement du personnel aura lieu dans toutes les régions au printemps et au début de l'été. En plus des cours standard sur la négociation et l'acquisition de compétences en arbitrage, des formations seront offertes sur les finances des sections locales, les régimes de retraite, l'égalité, la technologie, les média sociaux, l'histoire du SCFP et l'animation de conversations productives.

## **ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, je suis président du Conseil de fiducie mixte et le confrère Brian Edgecombe en est le vice-président.

Le Conseil de fiducie tiendra sa première réunion de l'année à la fin de mars pour discuter du Régime de retraite des employés du SCFP, en particulier de sa situation financière.

Comme je l'ai mentionné dans mon rapport précédent, les fiduciaires du Régime de retraite des employés du SCFP ont déposé l'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2011 auprès des autorités réglementaires à la mi-décembre. Bien que le Régime montre un excédent au titre du passif au 1<sup>er</sup> janvier 2011, il montre aussi un déficit de solvabilité. Des paiements spéciaux devront être faits à hauteur d'environ 2 millions de dollars sur quatre ans et de 12,6 millions de dollars sur dix ans.

Le taux de rendement de la caisse de retraite pour l'exercice de 2011 est négatif à 0,82 %.

Après une analyse minutieuse du rendement de la caisse du régime, les fiduciaires ont décidé de remplacer l'un des gestionnaires de fonds au début de 2012. Le nouveau gestionnaire de fonds est Guardian Capital LP.

Cette année, il y aura des élections aux postes de fiduciaire représentant les retraités et de fiduciaire suppléant représentant les retraités. Le mandat de trois ans des deux postes prend fin le 31 décembre 2012. Le processus des élections commencera au début de l'été.

Les préparatifs sont en cours pour le rapport annuel de fin d'année de 2011 aux participants et pour la vérification de la caisse du Régime de retraite.

### ***Décès***

Nous partageons le deuil des parents et collègues de travail de la consœur Marie Craig, décédée le 8 février 2012. La consœur Marie était membre de longue date du personnel de secrétariat du bureau régional de l'Ontario. Sa disparition est une perte pour nous tous.

La consœur Jennifer Murray Williams est décédée le 10 mars 2012. La consœur Jennifer travaillait au bureau de Hamilton en tant que conseillère syndicale et venait tout juste de prendre sa retraite.

### ***Retraites***

Le confrère Randy Millage, bureau de Peterborough – 1<sup>er</sup> février 2012  
Le confrère Daniel Bernatchez, bureau de Moncton – 1<sup>er</sup> mars 2012  
La consœur Jennifer Williams, bureau de Hamilton – 1<sup>er</sup> mars 2012  
Le confrère Charles Paradis, bureau régional du Québec – 1<sup>er</sup> mars 2012  
La consœur Lynda Neville, bureau national – 1<sup>er</sup> mars 2012  
La consœur Mervis White, bureau régional de l'Ontario – 1<sup>er</sup> mars 2012  
Le confrère David Foley, bureau de London – 1<sup>er</sup> avril 2012  
La consœur Ginette Watts, bureau national – 1<sup>er</sup> juin 2012  
Le confrère Michel Parenteau, bureau régional du Québec – 1<sup>er</sup> juin 2012  
Le confrère Claude Masson, bureau régional du Québec – 1<sup>er</sup> octobre 2012  
Le confrère Blair Redlin, bureau régional de la C.-B – 1<sup>er</sup> décembre 2012

## **CONCLUSION**

La liste de notre personnel retraité continue de grandir. En décembre et janvier seulement, nous avons affiché un total de 31 postes permanents. Je demanderai aux membres du Conseil exécutif national la même faveur que je demanderai aux délégués aux congrès des divisions.

Je vous demande de travailler avec les nouveaux membres du personnel et de les intégrer à vos équipes. Nous sommes en train de former une nouvelle génération de conseillères et de conseillers syndicaux du SFCP. Ils profiteront beaucoup de votre expérience – et de votre patience.

J'attends aussi avec impatience l'emménagement du personnel dans notre tout nouvel édifice du bureau régional de l'Ontario, à Markham, en Ontario, prévu pour la fin d'avril.

Entre-temps, j'ai hâte de retrouver beaucoup d'entre vous encore ce mois-ci lorsque nous nous réunirons à Toronto pour élire le nouveau leader du NPD fédéral. C'est ainsi que prend fin mon rapport au Conseil exécutif national.

Respectueusement soumis par

Le secrétaire-trésorier national,

CHARLES FLEURY

:pmc/sec